

(1)

(N° 147)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1920.

Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 3 mars 1919 a établi un impôt spécial et extraordinaire, variant de 20 à 80 %, sur les bénéfices réalisés au cours de la guerre, c'est-à-dire pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1918. Or, depuis cette date, de nombreuses entreprises ont continué à réaliser des bénéfices absolument exceptionnels. Ainsi que plusieurs membres de la Chambre en ont exprimé l'avis, l'équité autant que les besoins financiers du pays, commandent de prolonger le régime fiscal instauré par la loi précitée en l'appropriant aux nouvelles conditions économiques.

A cette fin, le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, prévoit l'imposition (sans distinction entre les personnes physiques ou morales et quelles que soient les opérations fructueuses effectuées) des bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919; ces bénéfices seront déterminés de la manière prescrite par ladite loi, sauf les modifications indiquées par le projet et résumées ci-après.

La loi précitée a permis de déduire des bénéfices de la période de guerre les bénéfices réellement obtenus pendant la période antérieure d'égale durée, et a fixé à ce sujet un minimum forfaitaire de 10,000 francs, soit une moyenne annuelle d'environ 2,500 francs, ou de 6 % par an du capital investi. Tenant compte des conditions économiques actuelles, cette déduction sera portée au double de la moyenne annuelle des bénéfices d'avant-guerre (soit forfaitairement à 5,000 francs ou à 10 % du capital investi au début

de l'année 1919 s'il s'agit d'anciennes firmes ou, dans le cas contraire, au moment où les redevables ont commencé leurs opérations pendant cette année).

Par identité de motifs, les bénéfices afférents à la vente d'immeubles ou de bois réalisés en 1919 seront constitués par la différence entre le prix de vente et le *double* de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur. De même, les bénéfices immunisés de l'impôt, fixés par la loi du 3 mars 1919 à 20,000 francs, soit environ 5,000 francs pour une année, seront portés à 10,000 francs, c'est-à-dire au double.

Quant au taux applicable, il sera de 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables et augmentera graduellement de un pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, sans pouvoir dépasser 50 % pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

De nombreux industriels ayant, par suite des circonstances de la guerre, subi des pertes pendant cette période, il paraît équitable d'admettre celles-ci en déduction des bénéfices réalisés en 1919; cette mesure ne sera évidemment applicable que pour autant que lesdites pertes n'aient déjà pas été déduites pour la détermination des profits passibles de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre. Afin d'éviter tout abus, ces pertes seront évaluées pour chaque redevable eu égard à ses bénéfices normaux d'avant-guerre.

En vue d'assurer l'établissement de l'impôt, l'article 20 de la loi du 3 mars 1919 a créé, dans chaque contrôle des contributions, une commission de taxation ayant les pouvoirs dévolus au collège des répartiteurs par l'article 22 de la loi du 21 mai 1819 et par l'article 11 de celle du 1^{er} septembre 1913. Ces dispositions relatives au droit de patente et à la taxe sur les revenus et profits réels, étant abrogées par la loi du 29 octobre dernier concernant les impôts sur les revenus, l'article 5 du projet définit à nouveau les pouvoirs de la commission de taxation en reprenant, presque textuellement, les termes des dispositions prérappelées. Pour prévenir toute contestation, on se borne à ajouter que la commission statue à la majorité des membres présents.

L'article 25 de la loi du 3 mars 1919 porte que l'impôt spécial est payable dans les trois mois de l'avertissement-extrait du rôle, sous peine d'un intérêt de 5 % au prorata du retard. L'expérience a démontré que ce système constitue une prime à la mauvaise foi et à la fraude. L'impôt est dû dès l'expiration de la période imposable et si quelqu'un doit profiter des intérêts produits par la taxe en attendant son versement dans les caisses du Trésor, c'est la collectivité et non pas le redevable qui, par des ruses diverses, serait parvenu à déjouer momentanément la vigilance du fisc ou à retarder l'établissement de la colisation.

Afin d'aboutir à ces résultats, conformes à la fois au bon sens et à l'équité la plus stricte, l'article 6 du projet stipule que l'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement.

D'autre part, il a paru nécessaire de prévoir une sanction spéciale pour le cas où des redevables, régulièrement taxés, persisteraient à ne pas vouloir acquitter l'impôt : si le retard se prolonge au delà de douze mois après la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle et à défaut de garanties suffisantes, le redevable ou son représentant légal pourra, à la requête de l'Administration des contributions, *être condamné à un emprisonnement de huit jours à cinq ans* et à la privation de ses droits politiques pour un terme de cinq à dix ans. Ces dispositions s'inspirent des articles 25, 31 et 33 du Code pénal. Les sociétés récalcitrantes seront, le cas échéant, atteintes dans la personne de leurs représentants légaux.

Pour donner à la sanction toute son efficacité, tant au point de vue moral que fiscal, l'article 6 prévoit que les noms et demeures des redevables condamnés pour défaut de paiement de l'impôt spécial seront affichés pendant un an dans tous les bureaux des contributions du royaume et que, en outre, nonobstant cette condamnation, le recouvrement de l'impôt spécial pourra être poursuivi pendant quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

Il ne faut pas que ceux qui, pour se soustraire à la justice de leur pays ou échapper à l'emprise fiscale sur une fortune acquise aux heures d'infortune, puissent rentrer, dans quelques années, en Belgique, à la faveur de la prescription quinquennale en matière d'impôts. Des mesures de rigueur sont nécessaires envers ceux qui désertent leur devoir fiscal.

Par suite de l'abrogation des lois en matière de droit de patente et de taxe sur les revenus et profits réels, il est indispensable de stipuler que les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs en tant que la législation régissant ce dernier impôt n'y déroge point. C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 7 qui ne fait que reproduire en substance l'article 30 de la loi du 3 mars 1919.

L'article 8 tend à préciser la portée de l'article 31 de la loi du 3 mars 1919 qui impose notamment aux établissements financiers, agents de change, notaires, etc., l'obligation de fournir à l'Administration des contributions, tous les renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles au règlement de l'impôt spécial. La résistance qu'en différents milieux on a opposée aux demandes de renseignements, nécessite le vote d'une disposition autorisant formellement l'Administration à provoquer, au besoin, la production de renseignements *généraux* : cette procédure constitue, au surplus, le seul moyen efficace d'éviter que les redevables les moins intéressants échappent à l'impôt spécial.

Dans ce but, les renseignements prévus par le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 3 mars 1919 pourront, aux termes de l'article 8 du projet, concerner *toutes* les personnes qui possèdent ou qui ont eu, postérieurement au 1^{er} juillet 1914, des dépôts ou des coffres-forts dans les établissements ou chez les particuliers visés par cette disposition.

Ainsi que le porte l'article 9, les articles 5 à 8 du projet sont également

applicables en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre ; rien, en effet, ne justifierait un régime de faveur à l'égard des personnes qui ont bénéficié des circonstances de la guerre.

Quant à l'article 10 du projet, il abroge l'exemption que prévoit la finale du dernier aliéna de l'article 2 de la loi du 3 mars 1919, relativement aux sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale. Ces sociétés étant maintenant assujetties aux impôts sur les revenus, ladite exemption ne se justifie plus.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sauf les modifications faisant l'objet des articles 2 à 8 ci-après, les dispositions de la loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre sont rendues applicables aux bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919.

ART. 2.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les redevables visés aux n^{os} 1 à 3 de l'article 2 de la loi précitée et les redevables de la taxe professionnelle, sont réputés bénéfices exceptionnels tous ceux qui ont été réalisés pendant l'année 1919, sauf déduction du double de la moyenne annuelle des bénéfices normaux d'avant guerre, déterminés conformément aux

Ontwerp van wet tot vestiging eener bijzondere belasting op uitzonderlijke winsten.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet indienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van navolgende artikelen 2 tot 8, worden de bepalingen der wet van 3 Maart 1919, houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, op de tijdens het jaar 1919 behaalde uitzonderlijke winsten van toepassing gemaakt.

ART. 2.

§ 1. — Betreffende de onder n^{os} 1 tot 3 van artikel 2 der voormelde wet bedoelde schatplichtigen en degenen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, worden geacht uitzonderlijke winsten te zijn al degene die gedurende het jaar 1919 werden verkregen, behoudens aftrek van het dubbel van het jaarlijksch middelcijfer der normale winsten van

§§ 3 et 4 de l'article 3 et aux §§ 1 et 2 de l'article 7 de ladite loi.

En aucun cas, la déduction prévue au présent paragraphe ne peut être inférieure à 5,000 francs ni à 10 % du capital investi en 1919.

§ 2. — Quant aux redevables visés au n° 4 de l'article 3 de la loi susmentionnée, on entend par bénéfices exceptionnels la différence entre le prix de vente des immeubles ou des bois réalisés en 1919 et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

§ 3. — Pour le surplus, les bénéfices exceptionnels sont déterminés comme les bénéfices de guerre; il est tenu compte, le cas échéant, des revenus passibles de la taxe mobilière ou de la taxe professionnelle.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Pour l'application de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, la somme de 20,000 francs exemptée par les articles 2 et 12, § 1^{er}, de la loi du 3 mars 1919, est réduite à 10,000 francs et le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables, augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, sans pouvoir dépasser 50 %, pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

§ 2. — Sous les réserves indiquées au § 1^{er}, *in fine*, dudit article 12, les pertes

vóór den oorlog, vastgesteld overeenkomstig §§ 3 en 4 van artikel 3 en §§ 1 en 2 van artikel 7 der gemelde wet.

In geen geval mag de in deze paragraaf voorziene aftrekking minder bedragen dan 5,000 frank, noch dan 10 t. h. van het in 1919 aangewende kapitaal.

§ 2. — Aangaande de onder n° 4 van artikel 3 der hoorgemelde wet bedoelde schatplichtingen, wordt door uitzonderlijke winsten verstaan het verschil tusschen den verkoopprijs der in 1919 verkochte onroerende goederen of bosschen, en het dubbel hunner normale vermoedelijke waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop.

§ 3. — Voor 't overige worden de uitzonderlijke winsten vastgesteld zooals de oorlogswinsten; bij voorkomend geval wordt rekening gehouden met de inkomsten die aan de belasting op roerende zaken of aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn.

ART. 3.

§ 1. — Voor de toepassing der belasting op de uitzonderlijke winsten wordt de som van 20,000 frank, die bij artikelen 2 en 12, § 1, der wet van 3 Maart 1919 is vrijgesteld, tot 10,000 frank verminderd en verhoogt het percent der belasting, dat voor de eerste belastbare 20,000 frank op 20 t. h. bepaald is, trapsgewijze met één t. h. voor elke som begrepen in eene schijf van 20,000 frank, zonder 50 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der belastbare winsten dat 600,000 frank te boven gaat.

§ 2. — Onder het in § 1, *in fine*, van gemeld artikel 12 aangeduide voorbe-

de loyer et les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre sont déduites des bénéfices exceptionnels, à moins qu'elles n'aient déjà été déduites des bénéfices de guerre.

§ 3. — Sont également déduites des bénéfices exceptionnels, les pertes de revenus professionnels éprouvées pendant ladite période par les redevables non assujettis à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

Ces pertes sont évaluées pour chaque redevable en égard à ses bénéfices normaux d'avant-guerre.

ART. 4.

La déclaration prescrite par l'article 17 de la loi précitée doit, quant aux bénéfices exceptionnels, être appuyée d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année 1919 et éventuellement pour les années 1912 à 1914, si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

ART. 5.

§ 1^{er}. — La commission de taxation, créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations, quand elle juge que la notoriété publique donne lieu à des doutes sur leur exactitude.

§ 2. — Elle a la faculté de faire comparaître les redevables dont elle aurait besoin d'obtenir des éclaircissements relativement à la nature et à l'importance de leurs affaires, et peut taxer d'office les personnes que la notoriété publique désignerait comme passibles de l'impôt, dans le cas où ces personnes auraient omis de faire leur déclaration

houd, worden de tijdens de oorlog geleden verliezen aan huur en bedrijfsverliezen, van de uitzonderlijke winsten afgetrokken, tenware zij reeds van de oorlogswinsten werden afgehouden.

§ 3. — Worden insgelijks van de uitzonderlijke winsten afgetrokken, de verliezen aan bedrijfsinkomsten gedurende gemeld tijdvak geleden door de schatplichtigen die aan de buitengewone belasting op de oorlogswinsten niet onderworpen zijn.

Deze verliezen worden voor iederen schatplichtige begroot met inachtname van zijne normale winsten van vóór den oorlog.

ART. 4.

De bij artikel 17 der voormelde wet voorgeschreven aangifte moet, wat de uitzonderlijke winsten betreft, gestaafd zijn door een echt verklaard afschrift der balans en rekeningen over het jaar 1919 en, desvoorkomend, over de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken niet reeds overgelegd werden.

ART. 5.

§ 1. — De bij artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde commissie van aanslag mag van de aangiften afwijken, indien zij oordeelt dat de algemeene bekendheid twijfel omtrent hare echtheid rijzen doet.

§ 2. — Zij is bevoegd om de schatplichtigen te doen verschijnen van wie zij toelichtingen zou behoeven betreffende den aard en den omvang hunner zaken en mag van ambtswege de personen aanslaan die door de algemeene bekendheid zouden aangewezen worden als de belasting schuldig zijnde, in geval die personen zouden verzuimd hebben hunne

ou ne l'auraient pas dûment faite, le tout sans préjudice des pénalités encourues.

§ 3. — La dite commission peut en outre, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, ordonner l'inspection des livres des redevables commerçants par un ou plusieurs fonctionnaires ayant le grade de contrôleur au moins.

Les redevables ou leurs représentants sont tenus de mettre les livres à la disposition des délégués sous peine d'une amende de 50 à 1,000 francs.

§ 4. — La commission statue à la majorité des membres présents.

ART. 6.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial, à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement.

En cas de non paiement de l'impôt et des intérêts dans les 12 mois de l'avertissement-extrait du rôle, et à défaut de garanties suffisantes, le redevable ou son représentant légal, peut à la requête de l'Administration des contributions directes, être condamné à un emprisonnement de huit jours à cinq ans, et à la privation de ses droits politiques pour un terme de cinq à dix ans.

Les noms et demeures des redevables condamnés par application du présent article sont affichés pendant un an dans tous les bureaux des contributions du Royaume.

Nonobstant la condamnation prévue ci-dessus, le recouvrement de l'impôt spécial peut être poursuivi pendant quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

aangifte te doen of dezelve niet behoorlijk zouden gedaan hebben, dit alles onverminderd de beloopte straffen.

§ 3. — Gemelde commissie mag daarenboven, mits toelating van den Minister van Financiën, bevelen dat de boeken der belastingplichtigen die handelaars zijn, onderzocht worden door een of meer ambtenaars die ten minste den graad van controleur hebben.

De belastingplichtigen of hunne vertegenwoordigers zijn gehouden de boeken ter beschikking van de afgevaardigden te stellen op straf eener boete van 50 tot 1,000 frank.

§ 4. — De commissie treft besluiten bij de meerderheid der aanwezige leden.

ART. 6.

Wettelijke interest is van het bedrag der bijzondere belasting verschuldigd, van 1 Januari 1920 af tot op den dag der betaling.

Ingeval van niet-betaling van de belasting en van de interesten binnen 12 maanden van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier en bij gebreke van voldoende waarborgen kan de schatplichtige, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, op verzoek van het Beheer, veroordeeld worden tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar, en tot ontzegging van zijne politieke rechten voor eenen termijn van vijf tot tien jaar.

De namen en woonplaatsen der bij toepassing van dit artikel veroordeelde schatplichtigen worden gedurende één jaar in al de belastingkantoren van het Rijk aangeplakt.

Ongerekend de hierboven voorziene veroordeeling, mag de invordering der bijzondere belasting voortgezet worden gedurende vijftien jaar te rekenen van 1 Januari 1920 af.

ART. 7.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la législation régissant cet impôt n'y déroge point.

ART. 8.

Les renseignements prévus par le deuxième alinéa de l'article 34 de la loi du 3 mars 1919 peuvent concerner toutes les personnes qui possèdent ou qui ont eu postérieurement au 1^{er} juillet 1914 des dépôts ou des coffres-forts dans les établissements ou chez les particuliers visés par cette disposition.

ART. 9.

Les articles 5 à 8 de la présente loi sont également applicables en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

ART. 10.

Est abrogée l'exemption prévue par le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 3 mars 1919, en faveur des sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 8 mars 1920.

ART. 7.

De wettelijke bepalingen betreffende de vestiging der aanslagen, de invordering, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake belastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op de bijzondere belasting alsmede op de daarmede verband houdende interesten en kosten, in zoover de wetgeving welke deze belasting beheerscht daarvan niet afwijkt.

ART. 8.

De inlichtingen voorzien bij het tweede lid van artikel 34 der wet van 3 Maart 1919 mogen al de personen betreffen die deposito's of brandkasten bezitten of na 1 Juli 1914 hebben bezeten in de inrichtingen of bij de particulieren door die bepaling bedoeld.

ART. 9.

De artikelen 5 tot 8 dezer wet zijn insgelijks van toepassing wat de bijzondere belasting op de oorlogswinsten betreft.

ART. 10.

Wordt ingetrokken de vrijstelling voorzien bij het laatste lid van artikel 2 der wet van 3 Maart 1919, ten bate van de vennootschappen opgericht door tussenkomst van de openbare macht met een doel van algemeen nut.

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 8^e Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

(VI)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1920.

Wetsontwerp tot vestiging eener bijzondere belasting op uitzonderlijke winsten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 3 Maart 1919 heeft eene bijzondere en buitengewone belasting, afwisselende tusschen 20 en 80 t. h., gevestigd op de winsten behaald in den loop van den oorlog, het is te zeggen gedurende het tijdvak begrepen tusschen 1 Juli 1914 en 31 December 1918. Maar sedert laatstgemelden datum hebben talrijke ondernemingen voort volstrekt buitengewone winsten behaald. Zooals meerdere leden der Kamer daaromtrent de meening opperden, vergen billijkheid, zoowel als 's Rijks financieele noodwendigheden, dat het bij gemelde wet ingevoerd fiscaal stelsel verder worde doorgevoerd mits aanpassing aan de nieuwe economische voorwaarden.

Te dien einde wordt bij het ontwerp van wet dat ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan uwe beraadslaging te onderwerpen, de belasting voorzien (zonder onderscheid tusschen natuurlijke of zedelijke personen, en welke ook de gedane winstgevende verrichtingen zijn) van de uitzonderlijke winsten gedurende het jaar 1919 behaald; deze winsten zullen worden vastgesteld zooals bij gemelde wet voorzgeschreven is, behoudens de in het ontwerp opgegeven en hierna samengevatte wijzigingen.

Voormelde wet heeft toegelaten van de winsten over het oorlogstijdvak de winsten af te trekken die werkelijk werden behaald gedurende het vorig tijdsbestek van gelijken duur en heeft daaromtrent een vast minimum van 10,000 frank bepaald, 't zij een jaarlijksch middelcijfer van ongeveer 2,500 frank, of van 6 t. h. 's jaars van het aangewende kapitaal. Rekening houdende met de huidige economische voorwaarden, wordt deze afhouding

gebracht op het dubbel van het *jaarlijksch* minimum der winsten van vóór den oorlog ('t zij dooreen gerekend op 5,000 frank of op 10 t. h. van het kapitaal aangewend bij den aanvang van het jaar 1919, wanneer het oude firma's geldt, of, in het tegenovergesteld geval, bij het tijdstip waarop de schatplichtigen gedurende dat jaar met hunne verrichtingen aanvang maakten).

Om gelijke redenen zullen de winsten, verband houdende met in 1919 aangegane verkooppingen van onroerende goederen of bosschen bestaan uit het verschil tusschen den verkoopprijs en het *dubbel* van hunne vermoede normale waarde op 1 Juli 1914, of op het tijdstip van hun lateren aankoop. Evenzoo worden de van belastingen vrijgestelde winsten die bij de wet van 3 Maart 1919 worden bepaald op 20,000 frank, 't zij ongeveer 5,000 frank voor één jaar, gebracht op 10,000 frank, 't zij op het dubbel.

Wat het toe te passen percentageijfer betreft, dit zal 20 t. h. zijn voor de belastbare eerste 20,000 frank en het zal trapsgewijze klimmen met 1 t. h. voor elke som begrepen in eene schijf van 20,000 frank, zonder 50 t. h. mogen te boven gaan voor het gedeelte der belastbare winsten dat zes honderd duizend frank overtreft.

Daar tal van nijveraars, ingevolge de oorlogsomstandigheden, gedurende dit tijdvak verliezen hebben geleden, komt het billijk voor dezelve in mindering der in 1919 behaalde winsten te laten gelden; deze maatregel zal natuurlijk slechts van toepassing zijn voor zooveel bedoelde verliezen niet reeds werden afgetrokken tot het vaststellen der baten waarvan de bijzondere oorlogswinstbelasting verschuldigd is. Om alle misbruik te vermijden, zullen die verliezen voor ieder schatplichtige worden geraamd met inachtneming zijner normale winsten van vóór den oorlog.

Ten einde de vestiging van de belasting te verzekeren, stelde artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 in elke contróle der belastingen eene Commissie van aanslag in, bekleed met de macht welke artikel 22 der wet van 21 Mei 1819 en artikel 11 dergene van 1 September 1913 aan de colleges der patentzetters verleende. Daar deze bepalingen betreffende het patentrecht en de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten opgeheven werden bij de wet van 29 October laatstleden, betreffende de belastingen op de inkomsten, omschrijft artikel 5 van het ontwerp opnieuw de bevoegdheid der Commissie van aanslag, door, bijna woordelijk, hoogergemelde bepalingen te herhalen. Om alle betwisting te voorkomen, volstaat het hieraan toe te voegen dat de Commissie bij de meerderheid harer aanwezige leden beslist.

Artikel 25 der wet van 3 Maart 1919 behelst, dat de bijzondere belasting te betalen is binnen drie maanden van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier, op straf van eenen interest van 5 t. h. naar verhouding van het verwijl. Ervaring heeft uitgewezen dat dit stelsel slechte trouw en bedrog aanmoedigt. De belasting is verschuldigd van het verloopen af van het belastbaar tijdvak en, zoo iemand het voordeel moet genieten van de interesten door de belasting opgebracht in afwachting dat zij in de Schatkist

worde gestort, dan is het de gemeenschap en niet de schatplichtige, die door eenigerlei list erin zou geslaagd zijn tijdelijk de waakzaamheid van den fiscus te verschalken of de vestiging van den aanslag te verdagen.

Om deze uitslagen te bereiken, welke zoowel met het gezond verstand als met de stiptste billijkheid strooken, bedingt artikel 6 van het ontwerp dat wettelijke interest op het bedrag van de bijzondere belasting verschuldigd is van 1 Januari 1920 af tot op den dag der betaling.

Anderdeels, kwam het noodig voor eene bijzondere straf te voorzien voor het geval dat regelmatig belaste schatplichtigen volharden zouden in hunne weigering om de belasting te betalen : overtreft het verwijl twaalf maanden na de afgifte van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier en, bij gebreke van genoegzame waarborgen, dan zal de schatplichtige of zijn wettelijken vertegenwoordiger, op verzoek van het Beheer der belastingen, *veroordeeld kunnen worden tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar* en tot ontzegging zijner politieke rechten voor eenen termijn van vijf tot tien jaar. Deze voorschriften werden door artikelen 25, 31 en 33 van het Strafwetboek ingegeven. De weerspannige vennootschappen worden, desvoorkomend, in den persoon harer wettelijke vertegenwoordigers getroffen.

Om aan de straf, zoowel van fiscaal als van zedelijk standpunt, volle kracht te geven, voorziet artikel 6 dat de namen en woonplaatsen der schatplichtigen, veroordeeld wegens verzuim van betaling der bijzondere belasting, gedurende één jaar in al de belastingskantoren van het Rijk zullen aangeplakt worden, en dat bovendien, onverminderd die veroordeeling, de invordering der bijzondere belasting gedurende vijftien jaar, te rekenen van 1 Januari 1920 af, zal kunnen voortgezet worden.

Het betaamt niet dat zij, die om het gerecht van hun land te ontvlieden of om belasting op een vermogen dat in rampspoedige dagen werd verworven te ontduiken, over enkele jaren in België kunnen terugkeeren, dank zij de vijfjaarlijksche verjaring in zake belastingen. Deze dwangmaatregelen zijn noodwendig jegens degenen die aan hunnen fiscalen plicht te kort komen.

Ten gevolge van de opheffing der wetten in zake patentrecht en taxe op de werkelijke inkomsten en winsten, is het vereischt te vermelden, dat de wettelijke bepalingen betreffende de vestiging der aanslagen, de invordering, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake *belastingen op de inkomsten*, van toepassing zijn op de bijzondere belasting en op de daarmede verband houdende interesten en kosten, in zoover de wetgeving, welke deze laatste belasting beheerscht, daarvan niet afwijkt. In dezen zin is artikel 7 opgevat, dat slechts naar den inhoud artikel 30 der wet van 3 Maart 1919 herhaalt.

Artikel 8 beoogt nader de strekking te omschrijven van artikel 34 der wet van 3 Maart 1919, dat namelijk aan de financieele instellingen, wisselaars, notarissen, enz., de verplichting oplegt aan het Beheer der belastingen al de hun bekende inlichtingen over te maken, welke tot de regeling der

bijzondere belasting nuttig kunnen zijn. De weerspannigheid in sommige kringen tegenover de verzoeken om inlichtingen betoond, maakt de aanneming noodzakelijk van eene bepaling waarbij het Beheer nadrukkelijk wordt gemachtigd om desnoods het overleggen van *algemeene* inlichtingen te vorderen. Deze rechtspleging is, daarenboven, het eenig doelmatig middel om te beletten dat de minst belangwekkende schatplichtigen aan de belasting ontsnappen.

Met dat doel zullen de inlichtingen, voorzien bij het tweede lid van artikel 31 der wet van 3 Maart 1919, luidens artikel 8 van het ontwerp, *al* de personen mogen betreffen die deposito's of brandkasten bezitten of na 1 Juli 1914 bezeten hebben in de inrichtingen of bij de particulieren door die bepaling bedoeld.

Zooals artikel 9 dit vermeldt, zijn de artikelen 5 tot 8 van het ontwerp insgelijks van toepassing wat de bijzondere belasting op de oorlogswinsten betreft : niets zou, inderdaad, een gunststelsel wettigen ten aanzien van de personen die uit de oorlogsomstandigheden voordeel hebben getrokken.

Wat artikel 10 van het ontwerp betreft, het schaft de vrijstelling af welke voorzien wordt bij het laatste lid van artikel 2 der wet van 3 Maart 1919, betreffende de vennootschappen ten algemeenen nutte door bemiddeling van de openbare overheid opgericht.

Daar bedoelde vennootschappen thans aan de belastingen op de inkomsten onderworpen zijn, is gemelde vrijstelling niet meer gewettigd.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

Ontwerp van wet tot vestiging eener bijzondere belasting op uitzonderlijke winsten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sauf les modifications faisant l'objet des articles 2 à 8 ci-après, les dispositions de la loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre sont rendues applicables aux bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919.

ART. 2.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les redevables visés aux n^{os} 1 à 3 de l'article 2 de la loi précitée et les redevables de la taxe professionnelle, sont réputés bénéfices exceptionnels tous ceux qui ont été réalisés pendant l'année 1919, sauf déduction du double de la moyenne annuelle des bénéfices normaux d'avant guerre, déterminés conformément aux

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet indienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van navolgende artikelen 2 tot 8, worden de bepalingen der wet van 3 Maart 1919, houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, op de tijdens het jaar 1919 behaalde uitzonderlijke winsten van toepassing gemaakt.

ART. 2.

§ 1. — Betreffende de onder n^{rs} 1 tot 3 van artikel 2 der voormelde wet bedoelde schatplichtigen en degenen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, worden geacht uitzonderlijke winsten te zijn al degene die gedurende het jaar 1919 werden verkregen, behoudens aftrek van het dubbel van het jaarlijksch middelcijfer der normale winsten van

§§ 3 et 4 de l'article 3 et aux §§ 1 et 2 de l'article 7 de ladite loi.

En aucun cas, la déduction prévue au présent paragraphe ne peut être inférieure à 5,000 francs ni à 10 % du capital investi en 1919.

§ 2. — Quant aux redevables visés au n° 4 de l'article 3 de la loi susmentionnée, on entend par bénéfices exceptionnels la différence entre le prix de vente des immeubles ou des bois réalisés en 1919 et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

§ 3. — Pour le surplus, les bénéfices exceptionnels sont déterminés comme les bénéfices de guerre; il est tenu compte, le cas échéant, des revenus passibles de la taxe mobilière ou de la taxe professionnelle.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Pour l'application de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, la somme de 20,000 francs exemptée par les articles 2 et 12, § 1^{er}, de la loi du 3 mars 1919, est réduite à 10,000 francs et le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables, augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, sans pouvoir dépasser 50 % pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

§ 2. — Sous les réserves indiquées au § 1^{er}, *in fine*, dudit article 12, les pertes

voór den oorlog, vastgesteld overeenkomstig §§ 3 en 4 van artikel 3 en §§ 1 en 2 van artikel 7 der gemelde wet.

In geen geval mag de in deze paragraaf voorzienene aftrekking minder bedragen dan 5,000 frank, noch dan 10 t. h. van het in 1919 aangewende kapitaal.

§ 2. — Aangaande de onder n° 4 van artikel 3 der hoorgemelde wet bedoelde schatplichtingen, wordt door uitzonderlijke winsten verstaan het verschil tusschen den verkoopprijs der in 1919 verkochte onroerende goederen of bosschen, en het dubbel hunner normale vermoedelijke waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop.

§ 3. — Voor 't overige worden de uitzonderlijke winsten vastgesteld zooals de oorlogswinsten; bij voorkomend geval wordt rekening gehouden met de inkomsten die aan de belasting op roerende zaken of aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn.

ART. 3.

§ 1. — Voor de toepassing der belasting op de uitzonderlijke winsten wordt de som van 20,000 frank, die bij artikelen 2 en 12, § 1, der wet van 3 Maart 1919 is vrijgesteld, tot 10,000 frank verminderd en verhoogt het percent der belasting, dat voor de eerste belastbare 20,000 frank op 20 t. h. bepaald is, trapsgewijze met één t. h. voor elke som begrepen in eene schijf van 20,000 frank, zonder 50 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der belastbare winsten dat 600,000 frank te boven gaat.

§ 2. — Onder het in § 1, *in fine*, van gemeld artikel 12 aangeduide voorbe-

de loyer et les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre sont déduites des bénéfices exceptionnels, à moins qu'elles n'aient déjà été déduites des bénéfices de guerre.

§ 3. — Sont également déduites des bénéfices exceptionnels, les pertes de revenus professionnels éprouvées pendant ladite période par les redevables non assujettis à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

Ces pertes sont évaluées pour chaque redevable eu égard à ses bénéfices normaux d'avant-guerre.

ART. 4.

La déclaration prescrite par l'article 17 de la loi précitée doit, quant aux bénéfices exceptionnels, être appuyée d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année 1919 et éventuellement pour les années 1912 à 1914, si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

ART. 5.

§ 1^{er}. — La commission de taxation, créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations, quand elle juge que la notoriété publique donne lieu à des doutes sur leur exactitude.

§ 2. — Elle a la faculté de faire comparaître les redevables dont elle aurait besoin d'obtenir des éclaircissements relativement à la nature et à l'importance de leurs affaires, et peut taxer d'office les personnes que la notoriété publique désignerait comme passibles de l'impôt, dans le cas où ces personnes auraient omis de faire leur déclaration

houd, worden de tijdens de oorlog geleden verliezen aan huur en bedrijfsverliezen, van de uitzonderlijke winsten afgetrokken, tenware zij reeds van de oorlogswinsten werden afgehouden.

§ 3. — Worden insgelijks van de uitzonderlijke winsten afgetrokken, de verliezen aan bedrijfsinkomsten gedurende gemeld tijdvak geleden door de schatplichtigen die aan de buitengewone belasting op de oorlogswinsten niet onderworpen zijn.

Deze verliezen worden voor iederen schatplichtige begroot met inachtneming van zijne normale winsten van vóór den oorlog.

ART. 4.

De bij artikel 17 der voormelde wet voorgeschreven aangifte moet, wat de uitzonderlijke winsten betreft, gestaafd zijn door een echt verklaard afschrift der balans en rekeningen over het jaar 1919 en, desvoorkomend, over de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken niet reeds overgelegd werden.

ART. 5.

§ 1. — De bij artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde commissie van aanslag mag van de aangiften afwijken, indien zij oordeelt dat de algemeene bekendheid twijfel omtrent hare echtheid rijzen doet.

§ 2. — Zij is bevoegd om de schatplichtigen te doen verschijnen van wie zij toelichtingen zou behoeven betreffende den aard en den omvang hunner zaken en mag van ambtswege de personen aanslaan die door de algemeene bekendheid zouden aangewezen worden als de belasting schuldig zijnde, in geval die personen zouden verzuimd hebben hunne

ou ne l'auraient pas dûment faite, le tout sans préjudice des pénalités encourues.

§ 3. — La dite commission peut en outre, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, ordonner l'inspection des livres des redevables commerçants par un ou plusieurs fonctionnaires ayant le grade de contrôleur au moins.

Les redevables ou leurs représentants sont tenus de mettre les livres à la disposition des délégués sous peine d'une amende de 50 à 1,000 francs.

§ 4. — La commission statue à la majorité des membres présents.

ART. 6.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial, à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement.

En cas de non paiement de l'impôt et des intérêts dans les 12 mois de l'avertissement-extrait du rôle, et à défaut de garanties suffisantes, le redevable ou son représentant légal, peut à la requête de l'Administration des contributions directes, être condamné à un emprisonnement de huit jours à cinq ans, et à la privation de ses droits politiques pour un terme de cinq à dix ans.

Les noms et demeures des redevables condamnés par application du présent article sont affichés pendant un an dans tous les bureaux des contributions du Royaume.

Nonobstant la condamnation prévue ci-dessus, le recouvrement de l'impôt spécial peut être poursuivi pendant quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

aangifte te doen of dezelve niet behoorlijk zouden gedaan hebben, dit alles onverminderd de beloopte straffen.

§ 3. — Gemelde commissie mag daarenboven, mits toelating van den Minister van Financiën, bevelen dat de boeken der belastingplichtigen die handelaars zijn, onderzocht worden door een of meer ambtenaars die ten minste den graad van controleur hebben.

De belastingplichtigen of hunne vertegenwoordigers zijn gehouden de boeken ter beschikking van de afgevaardigden te stellen op straf eener boete van 50 tot 1,000 frank.

§ 4. — De commissie treft besluiten bij de meerderheid der aanwezige leden.

ART. 6.

Wettelijke interest is van het bedrag der bijzondere belasting verschuldigd, van 1 Januari 1920 af tot op den dag der betaling.

Ingeval van niet-betaling van de belasting en van de interesten binnen 12 maanden van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier en bij gebreke van voldoende waarborgen kan de schatplichtige, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, op verzoek van het Beheer, veroordeeld worden tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar, en tot ontzegging van zijne politieke rechten voor eenen termijn van vijf tot tien jaar.

De namen en woonplaatsen der bij toepassing van dit artikel veroordeelde schatplichtigen worden gedurende één jaar in al de belastingskantoren van het Rijk aangeplakt.

Ongerekend de hierboven voorziene veroordeeling, mag de invordering der bijzondere belasting voortgezet worden gedurende vijftien jaar te rekenen van 1 Januari 1920 af.

ART. 7.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la législation régissant cet impôt n'y déroge point.

ART. 8.

Les renseignements prévus par le deuxième alinéa de l'article 34 de la loi du 3 mars 1919 peuvent concerner toutes les personnes qui possèdent ou qui ont eu postérieurement au 1^{er} juillet 1914 des dépôts ou des coffres-forts dans les établissements ou chez les particuliers visés par cette disposition.

ART. 9.

Les articles 5 à 8 de la présente loi sont également applicables en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

ART. 10.

Est abrogée l'exemption prévue par le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 3 mars 1919, en faveur des sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 8 mars 1920.

ART. 7.

De wettelijke bepalingen betreffende de vestiging der aanslagen, de invordering, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake belastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op de bijzondere belasting alsmede op de daarmede verband houdende interesten en kosten, in zoover de wetgeving welke deze belasting beheerscht daarvan niet afwijkt.

ART. 8.

De inlichtingen voorzien bij het tweede lid van artikel 34 der wet van 3 Maart 1919 mogen al de personen betreffen die deposito's of brandkasten bezitten of na 1 Juli 1914 hebben bezeten in de inrichtingen of bij de particulieren door die bepaling bedoeld.

ART. 9.

De artikelen 5 tot 8 dezer wet zijn insgelijks van toepassing wat de bijzondere belasting op de oorlogswinsten betreft.

ART. 10.

Wordt ingetrokken de vrijstelling voorzien bij het laatste lid van artikel 2 der wet van 3 Maart 1919, ten bate van de vennootschappen opgericht door tusschenkomst van de openbare macht met een doel van algemeen nut.

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 8ⁿ Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.